



Conseil de sécurité

Briefing

La situation en Libye

New York, le 15 février 2024

Déclaration de la Suisse

Riccarda Chanda, Représentante permanente adjointe de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie le Représentant spécial Bathily et l'Ambassadeur Yamazaki pour leur exposé. Je salue également la participation du représentant de la Libye.

Nous soutenons le Secrétaire général qui a récemment souligné que le peuple libyen mérite une paix et une stabilité durables, à commencer par un engagement en faveur d'élections libres et équitables.

Permettez-moi d'élaborer trois points dans cette perspective :

Premièrement, la situation politique. Les efforts visant à organiser des élections au cours des deux dernières années n'ont pas porté leurs fruits, malgré les appels répétés de ce Conseil sur la nécessité de parvenir à un compromis. La Suisse appelle les acteurs libyens à participer de bonne foi et sans préconditions aux bons offices du Représentant spécial afin de permettre l'organisation d'élections libres, équitables, transparentes et inclusives. En outre, afin d'y arriver, nous soulignons le besoin d'accroître les synergies entre les volets politique et de réconciliation nationale. Ce processus de réconciliation doit être inclusif, particulièrement des femmes, centré sur les victimes et basé sur le droit. La réussite du processus politique et de réconciliation dépend également de la création d'un environnement propice pour le travail de la société civile. À cet effet, en tant que Co-présidente du groupe de travail sur le droit international humanitaire et les droits de l'homme du processus de Berlin, la Suisse a soutenu la tenue d'une table ronde les 6-7 février à Genève. Celle-ci a porté sur la liberté d'association et a été organisée par le Rapporteur spécial sur ce thème.

Deuxièmement, la situation des enfants. En particulier, les enfants migrants, requérants d'asile et réfugiés, y inclus les enfants non accompagnés, nécessitent une protection particulière. De fait, ils continuent d'être détenus arbitrairement dans des centres de rétention officiels et non officiels. Ces enfants sont exposés à des risques accrus de violences, y compris sexuelles. En priorité, les autorités libyennes et les autres acteurs concernés doivent impérativement respecter le droit international humanitaire et les droits de l'homme, particulièrement la convention relative aux droits des enfants. Il est urgent de mettre fin à la détention des enfants

et d'autoriser l'accès aux organismes de surveillance, y inclus les Nations Unies, et aux acteurs humanitaires à tous les centres de rétention.

Troisièmement : les conséquences directes de l'impasse politique sur les populations civiles. Ce Conseil a reconnu en octobre 2023 que le conflit prolongé et la division politique ont rendu la Libye plus vulnérable à l'impact humanitaire des catastrophes naturelles, qui sont exacerbées par le changement climatique. La Suisse rappelle ces liens et salue l'évaluation rapide des dommages et des besoins réalisés par la Banque mondiale, l'ONU et l'Union Européenne sur les inondations à Derna. Comme le mentionne ce rapport, le changement climatique a multiplié par 50 le risque d'inondation. En outre, la catastrophe de Derna a aussi illustré les tensions croissantes Est-Ouest. La duplication des mécanismes, le manque de transparence autour des marchés de reconstructions et la répression de l'espace civique sont autant d'éléments qui ont ralenti l'acheminement de l'aide auprès des populations dans le besoin.

Madame la Présidente,

La Suisse soutient les efforts du Représentant spécial. Afin d'arriver à une solution durable, il est essentiel que ce Conseil et la communauté internationale s'expriment d'une seule voix : pour soutenir les volets politique, sécuritaire, humanitaire et économique et de réconciliation, et ce, afin de répondre aux attentes du peuple libyen.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Madam President,

I would like to thank Special Representative Bathily and Ambassador Yamazaki for their briefings. I also welcome the participation of the representative of Libya.

We support the Secretary-General's recent emphasis that the Libyan people deserve lasting peace and stability, starting with a commitment to free and fair elections.

Let me highlight three points in this context:

First, the political situation. Efforts to organise elections over the past two years have not borne fruit, despite repeated calls from this Council on the need to reach a compromise. Switzerland calls on the Libyan players to participate in good faith and without preconditions in the good offices of the Special Representative in order to enable the organisation of free, fair, transparent and inclusive elections. Furthermore, in order to achieve this, we stress the need to increase synergies between the political and national reconciliation aspects. This reconciliation process must be inclusive, particularly of women, victim-centred and based on the rule of law. The success of the political and reconciliation process also depends on the creation of a favourable environment for the work of civil society. To this end, as Co-Chair of the Berlin Process Working Group on International Humanitarian Law and Human Rights, Switzerland supported the holding of a round table on 6-7 February in Geneva. It focused on freedom of association and was organised by the Special Rapporteur on this issue.

Secondly, the situation of children. In particular, migrant children, asylum seekers and refugees, including unaccompanied children, require special protection. In fact, they continue to be arbitrarily detained in official and unofficial detention centres. These children are exposed to increased risks of violence, including sexual violence. As a matter of priority, it is imperative that the Libyan authorities and other stakeholders respect international humanitarian law and human rights, particularly the Convention on the Rights of the Child. There is an urgent need to end the detention of children and to allow access to all detention centres for monitoring bodies, including the United Nations, and humanitarian actors.

Third: the direct consequences of the political impasse on the civilian population. This Council recognised in October 2023 that the protracted conflict and political division have made Libya more vulnerable to the humanitarian impact of natural disasters, which are exacerbated by climate change. Switzerland recalls these links and welcomes the rapid assessment of damage and needs carried out by the World Bank, the UN and the European Union on the floods in Derna. As the report states, climate change has increased the risk of flooding by a factor of 50. The Derna disaster also illustrated the growing East-West tensions. The duplication of mechanisms, the lack of transparency around reconstruction contracts and the repression of civic space have all slowed down the delivery of aid to populations in need.

Madam President,

Switzerland supports the efforts of the Special Representative. In order to achieve a lasting solution, it is essential that this Council and the international community speak with one voice: in support of the political, security, humanitarian, economic and reconciliation aspects, in order to meet the expectations of the Libyan people.

Thank you.